

L'initiative de Santoni-Brunelli sur la violence ne fait pas l'unanimité

Face à une flambée de la violence, la conseillère territoriale a proposé au président de l'assemblée de Corse une manifestation initiée par les élus. Sa prise de position est diversement appréciée

La banalisation de la violence générale des comportements alarmants », déclarait Dominique Bucchini, lors de la dernière session de l'assemblée de Corse, fin octobre. En deux semaines, les événements se sont précipités en différents endroits de l'île et les propos de Dominique Bucchini sont plus que jamais d'actualité. Outre les actes d'intimidation, l'agression d'élus communaux, deux assassinats et deux tentatives d'assassinat ont eu lieu en quelques heures. Cette escalade dans les actes de violence a atteint son paroxysme avec la dernière tentative d'assassinat à Ajaccio qui aurait pu coûter la vie à une fillette de dix ans. Une famille sous le feu d'une Kalachnikov. Au-delà des faits, les circonstances interpellent.

Ce fait divers a choqué par tant de haine et de froidure. Que faire, en cette période aussi trouble ? Comme bon nombre de citoyens, les élus sont inquiets face à une telle situation. Une commission ad hoc sur la violence a bien été mise en place à l'assemblée de Corse. Elle étudie la problématique, mais ses compétences sont limitées. Y a-t-il une solution miracle pour sortir rapidement du cercle infernal ? Poser la question, c'est y répondre. Pourtant, une élue en appelle au sursaut populaire : Marie-Antoinette Santoni-Brunelli, conseillère territoriale de droite a lancé l'idée d'une manifestation initiée par les élus pour crier haut et fort « la violence, ça basta ».



Marie-Antoinette Santoni-Brunelli : « Nous sommes en train de perdre nos repères et surtout nos valeurs si tant est qu'il nous en reste encore ».

(Photo Michel Lucchini)

Elle appelle au rassemblement le plus large

Hier, l'élue a saisi officiellement le président de l'assemblée de Corse de sa proposition. « Nous sommes en train de perdre nos repères et surtout nos valeurs si tant est qu'il nous en reste encore. Je me refuse au cynisme et au renoncement au prétexte que nous ne détenons pas, nous élus, la baguette magique qui pourrait mettre un terme à cette spirale infernale », écrit-elle.

Marie-Antoinette Santoni-Brunelli considère que les élus insulaires ont pour devoir de descendre dans la rue et appeler au plus large rassemblement populaire. « Nous ne voulons plus être les témoins de cette violence insupportable qui met aujourd'hui en danger les plus innocents comme cette fillette », déclare l'élue. Elle propose au président Bucchini de transmettre sa demande et de l'examiner lors de la commission violence qui se réunira le 18 novembre prochain à Corte. « Je souhaite de tout cœur que cette proposition fasse l'unanimité car dans une situation aussi grave une telle démarche n'a de sens que si elle est acceptée par tous », ajoute la représentante de la droite.

Cette initiative a été diversement accueillie dans la classe politique. Un certain nombre d'élus y est favorable, parce qu'une manifestation pour « dire non à la morbidité violente » n'est jamais négative. D'autres, plus sceptiques, ne croient pas à l'efficacité de la rue. Ils pensent qu'il s'agit d'une « gestuculation » et que « les marches blanches n'ont jamais bouleversé l'histoire de la Corse ». Il y a, enfin, les « silencieux », les élus qui affirment ne pas disposer de « tous les paramètres » et refusent de se prononcer dans une période aussi complexe. Ils laissent la commission violence « maître du jeu ». Pour Camille de Rocca Serra, président du groupe Rassembler pour la Corse, les élus doivent donner l'exemple : « La population doit prendre con-

science de la situation. Elle doit se mobiliser quelle qu'en soit la manière. Et les élus doivent donner le « la ». La rue, peut-être le premier pas... ».

Agitation politicienne ?

François Tatti, du groupe PRG, n'est ni enthousiaste, ni fermé à cette proposition : « Pourquoi pas », lance-t-il. « Nous avons une commission qui effectue un travail de fond, depuis un an. Nous devons examiner cette initiative au sein de cette instance, étudier peut-être d'autres propositions aussi... C'est la commission violence qui doit se prononcer sur le principe d'une démarche efficace à mettre en place. Il faut être prudent et ne pas se contenter de manifester pour le simple plaisir de manifester ».

Les nationalistes sont plus critiques : « La situation est très préoccupante, au plan humain et social, mais elle ne doit pas appeler de réaction sur le coup de l'émotion, ni d'agitation politicienne, en l'absence de nombreux paramètres », affirme Christine Colonna, au nom de Femu a Corsica. Le groupe nationaliste préfère veuvier au sein de la commission violence qui est de la compétence des élus.

De son côté, Corsica Libera pense qu'une manifestation ne résoudra pas le problème de fond : « En notre qualité d'élus, nous avons d'autres moyens que de descendre dans la rue pour enrayer la violence. Nous devons commencer par activer des outils qui sont à notre dis-

position en terme de développement économique, voler le Puddic par exemple, remettre la valeur travail au centre de la société. Nous avons besoin de créer les conditions d'une société sereine, pas d'incantation », argumente Véronique Sciarretti. Si la prise de position de Marie-Antoinette Santoni-Brunelli ne fait pas l'unanimité, elle n'est pas incompatible avec la démarche constructive initiée par Dominique Bucchini à travers la commission ad hoc. Le président de l'assemblée de Corse transmettra la proposition de l'élue aux membres de la commission. C'est donc vendredi à Corte que la problématique sera abordée.

Et pendant que les élus tergiversent sur la manière de réagir face aux drames qui se multiplient, plusieurs femmes hurlent leur amertume de « voir leur île aller à la dérive... » Sur Facebook. En quelques jours, l'idée d'une « grande marche contre la résignation » a fait son chemin. La manifestation se déroulera le samedi 26 novembre à Bastia. Sans étiquette syndicale, ni couleur politique, les citoyens sont invités à rejoindre le mouvement devant le palais de justice. Les élus y participent-ils ? « Je ne peux pas manifester aux côtés d'un groupe d'anonymes », résume un élu, méliant. Si les organisateurs souhaitent un rassemblement réussi, ils doivent donc rapidement dominer de la crédibilité à leur démarche.

PAULE CASANOVA-NICOLAI
pcasanova@corsematin.com